

## La CGT s'adresse aux usager.e.s des services des Finances publiques

Toulouse, le 22 mai 2023

Madame, Monsieur

Vous venez aujourd'hui vers nous pour une démarche concernant vos impôts, vos taxes et redevances locales ou encore un problème lié aux dépenses publiques. Comme chaque jour vous vous déplacez toujours plus nombreux au guichet de votre centre des Finances publiques pour recueillir les informations qui vous manquent, notamment concernant la déclaration de revenus en ce moment.

**Comme nous, vous êtes attachés à un service public de proximité. Mais vous devez savoir que les agents des Finances publiques sont d'année en année moins nombreux pour vous accueillir, vous renseigner et vous délivrer les éléments que vous êtes légitimement en droit d'attendre d'un service public comme le nôtre.**

D'ores et déjà, vous subissez les conséquences concrètes de la politique de suppressions d'emplois et de repli du maillage territorial des services des Finances publiques. En effet, votre temps d'attente augmente et vous devez parfois accomplir un trajet de plus en plus long pour parvenir jusqu'à un guichet. Maintenant, notre administration vous invite fortement à prendre rendez-vous ou encore à contacter des plates-formes téléphoniques ou à nous contacter par courrier électronique.



**Le seul palliatif à la diminution des effectifs mis en place par la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) consiste donc en une restriction de l'accès aux services.** Nos services ne sont plus ouverts en accès libre que quatre matinées par semaine, sont intégralement fermés le vendredi et reçoivent de manière limitée sur rendez-vous les après-midi du lundi au jeudi.

Aucun autre service public n'a été aussi atteint avec **près de 50 000 emplois supprimés à la DGFIP depuis 2002, soit un quart des effectifs, et la disparition dans les territoires d'un millier d'implantations.** Demain, vous n'aurez plus le choix du canal par lequel vous entrerez en relation avec notre administration. Notre direction vous expliquera qu'il n'est plus nécessaire de venir nous voir, mais que vous pouvez tout faire par courrier électronique ou par téléphone, que vous devez obligatoirement déposer votre déclaration de revenu en ligne et, d'ores et déjà, vous devez payer seulement de manière dématérialisée.

Le résultat de cette politique sera simple : **un service public déshumanisé totalement inadapté aux personnes en difficultés ou dans une situation de précarité.** Il en résultera, quand ce n'est pas déjà le cas, une inégalité d'accès aux services entre les usagers qui ont les moyens et les autres, particulièrement en termes de traitement rapide des dossiers complexes.

Emmanuel Macron, alors qu'il n'était que candidat à la fonction présidentielle, s'était engagé à ce que « d'ici 2022, 100 % des démarches administratives pourront être effectuées depuis Internet ». **C'est donc afin de « désintoxiquer » les usagers du guichet, que les organismes d'état en charge du dossier développent depuis plusieurs années une « politique globale de l'accueil » dont l'objectif à moyen terme est la disparition totale de l'accueil physique.**

Depuis plusieurs semaines, le nombre d'usagers reçus rend le plus souvent la situation des accueils intenable, les incidents se multipliant, les tensions devenant palpables. Un grand nombre de nos concitoyens, souvent les plus fragiles, subissent de plein fouet toutes ces réformes, et sont laissés de côté. Les agents sont confrontés au quotidien à la « rupture numérique » évoquée par la Défenseure des droits dans ses deux rapports. Au lieu de recruter des agents en nombre suffisant, l'administration recrute des agents de sécurité pour calmer les usagers excédés.

**1000 : c'est le nombre de services de la DGFIP qui ont disparu sur le territoire : trésoreries, services des Impôts des particuliers ou des entreprises : aucun type de service n'est épargné par les restructurations.**

C'est dans ce contexte que nous devons nous efforcer de répondre à vos légitimes attentes et à vos demandes. Nous le faisons au quotidien malgré les manques de moyens humains et matériels de plus en plus criant. **Des conditions de réception inacceptables pour vous comme pour nous !**

La fausse bonne idée de réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires est aberrante, tant leur travail est utile au quotidien pour vous recevoir, à moyen terme pour contrôler et à long terme pour lutter contre la fraude fiscale, qui ne cesse de grandir depuis plus de 20 ans. Un meilleur service public, c'est donner des moyens dans l'intérêt de tous. Le choix politique est doctrinal et budgétaire.

On pourrait faire le choix de créer les postes nécessaires, comme on pourrait faire le choix de financer autrement les régimes de retraites. Les lois de finances successives n'ont cessé que de faire reposer l'effort budgétaire sur les salarié.e.s de ce pays, enrichissant honteusement les grandes fortunes.

La bataille pour l'abrogation de la loi sur les retraites, qui vole deux ans de retraites aux salarié.e.s, fait partie des signes que nous pouvons porter pour changer de politique et faire que l'argent de tous collectés par les impôts communs soit réparti pour le bien du plus grand nombre.

**Le 6 juin prochain, il faudra encore, fonctionnaires, salariés du privé, privés d'emplois, jeunes, qui sommes aussi usagers des services publics, montrer que d'autres choix sont possibles pour la population de ce pays, que ce soit en matière de retraites mais aussi de partage des richesses que nous créons tous et toutes.**

**De l'argent il y en a, aux Finances on sait ça !**

**Interpellez le préfet, vos députés et sénateurs. Dans la sixième puissance mondiale, il n'est pas acceptable que les services publics, « patrimoine de ceux qui n'en ont pas », soient sacrifiés sur l'autel d'une soit disant rentabilité qui profite à une infime partie de la population !**

**La CGT vous propose de faire front commun avec elle pour remettre l'humain au cœur de toutes les politiques en matière de service public. Les finances publiques, l'école publique, l'hôpital public, l'énergie, les transports sont à nous, ils doivent être au service de l'ensemble des citoyens !**



**Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne**

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgffinancespubliques.fr/>

[cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr)

Suivez-nous sur Facebook et Instagram : [@cgffinancespubliques31](#), Twitter [@CGTfip31](#)